

Le pétrole tchadien détourné des objectifs de développement

La répartition des recettes, négociée avec la Banque mondiale, est remise en question.

Ce devait être pour la Banque mondiale un modèle de développement. Celui d'un pays, le Tchad, parmi les plus pauvres du monde, qui concilierait pétrole et développement humain, grâce à une répartition des profits pétroliers, pour le développement et l'avenir. L'inverse de ce qui se pratique au Congo-Brazzaville ou au Nigeria, ces pays où la manne pétrolière alimente des conflits armés et laisse des miettes pour financer des programmes sociaux. Mais le Tchad a viré casaque fin 2005. Tout semble compromis.

En 1999, N'Djamena se tourne vers la Banque mondiale et lui demande de financer un projet de pipeline de 1070 km reliant le site pétrolier de Doban, dans le sud du pays, au terminal maritime de Kribi, au Cameroun. La Banque apporte 500 millions de dollars sur 3,7 milliards d'investissements. Un accord de «bonne gouvernance pétrolière» est paraphé avec le régime tchadien d'Idriss Déby, et le consortium réunissant les américains Exxon Mobil et Chevron et le malaisien Petronas. L'enjeu: une «bonne» mise en valeur de ses ressources, qui permettrait de réduire l'immense pauvreté des 80% de la population tchadienne qui vivent avec moins de 1 dollar par jour.

Contrat. Le premier baril de brut coule dans le pipeline en juillet 2003. Le contrat est clair: 12,5% des recettes pétrolières sont versés au Tchad, soit 2,5 milliards de dollars sur vingt-cinq ans. Avec une clé de répartition précise: 10% seront déposés (soit 35 millions de dollars) sur un compte séquestre à la City Bank à Londres pour les besoins des générations futures. 70% seront investis dans les secteurs «prioritaires» - éducation, santé, accès à l'eau et développement rural -, tandis que les 15% restants sont destinés au

budget de l'Etat et 5% à la région productrice.

Le régime de N'Djamena, déjà critiqué pour n'avoir utilisé qu'une partie des 310 millions de dollars capitalisés (depuis 2003) dans des projets sociaux nouveaux, est sur le point de changer cette règle. Une nouvelle loi prévoit la suppression du fonds réservé aux générations futures. Et aussi le doublement (30%) de la part allouée au budget de l'Etat. «Cette allocation n'est pas soumise au Collège de contrôle et de surveillance des ressources pétrolières, rassemblant des représentants de la société civile», explique-t-on à la Banque mondiale.

Mise en garde. Enfin, 65% des recettes iraient aux secteurs prioritaires. Mais N'Djamena vient de rallonger cette liste avec celui de la sécurité. Le Tchad se défend de toute intention malsaine, expliquant qu'il a de graves problèmes de trésorerie: «Nous avons des arriérés de salaires et de retraites impayés.» Il s'agit donc de parer à un problème de trésorerie. Le texte de loi déclare

TCHAD



Les trois quarts des recettes pétrolières devaient revenir aux secteurs de l'éducation, de la santé et au développement rural.

que «le gouvernement doit résoudre des problèmes concrets avant de rendre quelques comptes que ce soit aux partenaires».

Le président de la Banque mondiale, Paul Wolfowitz, a dénoncé la nouvelle définition des secteurs prioritaires, qui inclut la sécurité. «Si ces amendements sont appliqués, cela signifie une rupture de l'accord d'origine», a ajouté l'ancien du Pentagone, ex-théoricien de l'intervention militaire préventive. La Banque a des armes: elle peut bloquer les lignes de crédit en cours ou exiger le remboursement anticipé des prêts. Wolfowitz pourrait convoquer rapidement tous les pays bailleurs de fonds du Tchad. ◀

VITTORIO DE F...